

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale des
affaires culturelles

Aix-en-Provence, le 17/05/2019

Service régional de
l'architecture et des espaces
protégés

Affaire suivie par
François GONDRA
Tél. : (33) 04 42 16 19 43
Mail : francois.gondra
@culture.gouv.fr

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

Création du site patrimonial remarquable de la ville de Saint Rémy de Provence

Proposition en vue de l'ouverture de l'enquête publique

Rapport de la Direction régionale des affaires culturelles

1. GENERALITES

La Commune de Saint Rémy-de-Provence possède un patrimoine archéologique, architectural et paysager exceptionnel constitué de 18 monuments historiques, d'un site classé, le plateau des Antiques et d'un site inscrit, la Chaîne des Alpilles. Ce patrimoine est d'une grande variété du point de vue de son ancienneté et de sa répartition géographique, entre la riche plaine agricole et les escarpements des Alpilles, les périodes antique, médiévale et moderne, un centre historique dense, des propriétés agricoles et des éléments de patrimoine situés en pleine nature. Au nord des exceptionnels vestiges antiques de la cité de Glanum, l'actuel centre historique s'est développé autour d'une fondation religieuse rattachée à la figure de l'évêque de Reims Saint Rémy, ministre de Clovis, et, au cours des siècles, a formé un ensemble urbain harmonieux et cohérent. C'est la raison pour laquelle la commune et les services de l'Etat ont souhaité y mettre en place un site patrimonial remarquable reconnaissant sa qualité propre, de manière à y mettre en œuvre une gestion urbanistique intégrée et particulièrement qualitative.

Procédure de création d'un site patrimonial remarquable

L'article 75 de la loi du 7 juillet 2016 a mis en place un nouveau dispositif fusionnant les secteurs sauvegardés, les ZPPAUP et les AVAP; le site patrimonial remarquable. Les articles L.631-1 à L.633-1 sont réunis dans le titre III « Sites Patrimoniaux Remarquables » du Livre VI du Code du Patrimoine. L'article L.631-1 définit les sites patrimoniaux remarquables :

Sont classés au titre des sites patrimoniaux remarquables les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Peuvent être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur.

L'article L.631-2 du Code du Patrimoine précise la procédure de classement d'un site patrimonial remarquable :

Les sites patrimoniaux remarquables sont classés par décision du ministre chargé de la culture, après avis de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture et enquête publique conduite par l'autorité administrative, sur proposition ou après accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale et, le cas échéant, consultation de la ou des communes concernées. (...) L'acte classant le site patrimonial remarquable en délimite le périmètre. (...) Les enquêtes publiques conduites pour l'application du présent article sont réalisées dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

L'article L.123-3 du Code de l'Environnement disposant que « L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise. », il revient au représentant de l'Etat dans le département d'organiser l'enquête en liaison avec la collectivité concernée.

2. PRESENTATION DU PROJET DE SPR DE SAINT REMY DE PROVENCE :

Le document présenté à l'enquête est constitué d'un rapport de présentation décrivant :

- La présentation générale de la commune et l'état de ses protections au titre du code du patrimoine et du code de l'environnement.
- L'historique de la commune afin de comprendre ses grandes étapes de développement;
- Une présentation du patrimoine paysager, architectural et urbain de la commune;
- Une analyse de la morphologie de la zone urbanisée
- Une présentation des enjeux du centre ancien et de son environnement proche et une proposition des limites de la zone à protéger en tant que Site Patrimonial Remarquable.

Sont joints à ce rapport les pièces suivantes :

- Le procès-verbal de la séance du 8 novembre 2018 de la première section de la commission nationale du patrimoine et de l'architecture ayant statué sur la proposition de classement du site patrimonial remarquable de Saint Rémy de Provence.
- La délibération n°2018/122 du conseil municipal de Saint Rémy de Provence donnant un avis favorable à la création d'un site patrimonial remarquable.
- Les avis sur le projet de site patrimonial remarquable de Saint Rémy de Provence transmis par les administrations de l'Etat, DREAL PACA, DDTM13, Architecte des Bâtiments de France (pour l'UDAP13 de la DRAC PACA)

3. ENQUETE PUBLIQUE:

Conformément aux dispositions du Code du Patrimoine (article L.631-2), la création d'un Site Patrimonial Remarquable fait l'objet d'une enquête publique dans les conditions prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

A cette fin nous joignons au présent rapport, quatre exemplaires papier et une version numérisée du document précité accompagné de la délibération de la Commune de Saint Rémy de Provence, de l'avis de la Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture et des avis des administrations concernées.

Un avis de publicité devra, par les soins de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône et aux frais de la Direction régionale des affaires culturelles, être publié sous quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux.

Il devra également être affiché dans la Mairie de Saint Rémy de Provence, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée à la diligence du maire.

A l'issue de l'enquête et après accomplissement des formalités de clôture des registres, il conviendra que les dossiers soient adressés au commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur adressera dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête, après examen du dossier, les documents relatifs à l'enquête, le rapport et les conclusions motivées à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

4. CONCLUSION :

Compte tenu de ce qui précède, nous émettons un avis favorable à la création de ce site patrimonial remarquable et proposons à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, en application des dispositions fixées par le Code de l'Environnement, de procéder à l'ouverture d'une enquête publique préalable à la décision de classement sur décision ministérielle du site patrimonial remarquable de Saint Rémy de Provence.

Le Directeur régional des affaires culturelles



Marc CECCALDI